

Interpellation Conseil communal du 27/03/2025 : Réouverture des espaces publics grillagés

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

Aujourd'hui, je prends la parole au nom du comité de quartier 1070 contre la gentrification, composé d'habitants et d'habitantes d'Anderlecht ainsi que d'associations de terrain. Notre comité milite pour un droit collectif à pouvoir habiter à Anderlecht avec une autre vision que sécuritaire et répressive face aux problèmes constatés au quotidien.

Nous faisons l'effort de venir vous parler aujourd'hui car votre réponse politique aux actualités de ce début d'année 2025 ainsi que votre programme de majorité nous inquiètent énormément.

Nous souhaitons évoquer ici le couvre-feu illégal que vous avez organisé le soir du nouvel an à Cureghem, les mesures que vous avez prises suite aux fusillades et votre réaction face à la mort de Souleymane Sow. Ce sont des faits concrets très graves qui s'inscrivent pourtant dans cette même politique décevante et ce même mépris que vous adressez à la population anderlechtoise depuis des décennies. Ma prise de parole se structure en deux temps, je ferai d'abord l'état de la situation telle que nous la subissons au quotidien et je vous adresserai ensuite quelques demandes concrètes. Nous dédions notre discours à la jeunesse anderlechtoise qui se retrouve aujourd'hui être la première victime de votre politique.

L'oubli de la jeunesse anderlechtoise

Vos mesures face aux actualités que je viens d'évoquer met en lumière une réalité à Anderlecht : la jeunesse anderlechtoise est de plus en plus assignée à résidence. Votre couvre-feu illégal en est un exemple criant. Vous préférez enfermer les enfants chez eux plutôt que de leur offrir un cadre sécurisant pour pouvoir fêter le Nouvel An comme tous les autres enfants de la ville. Nous dénonçons le manque d'espaces publics adaptés et sûrs, d'infrastructures leur permettant de se rencontrer, de s'épanouir, d'apprendre. Ils sont les premières victimes de la présence policière inadaptée, du trafic et, plus largement des politiques urbaines qui tendent à privatiser l'espace public, à le compartimenter, à le grillager. A travers vos choix politiques, nous constatons avec terreur que vous considérez la jeunesse anderlechtoise avec méfiance et mépris.

La circulation d'armes & vos mesures répressives

Comme vous, nous n'en pouvons plus de cette actualité anderlechtoise anxiogène, meurtrière.

Mais nous souhaitons voir le problème d'un autre angle, de manière plus intelligente et responsable : le problème, Monsieur Cumps, ce n'est pas la jeunesse anderlechtoise, ce n'est pas les « voyous » comme vous aimez les appeler. Le problème fondamental c'est que vous avez perdu la guerre de la drogue et que des armes de guerre circulent librement, à Anderlecht et plus généralement sur le territoire belge.

Monsieur Cumps, si même moi, habitante, je suis au courant que ces armes circulent sur notre territoire depuis des mois, vous et la police êtes supposés l'être aussi. Alors dites-nous, qu'avez-vous fait contre cette présence d'armes ? Comment comptez-vous la limiter ?

Jusqu'ici, vos mesures ne nous respectent pas et ne répondent pas à nos demandes. Elles sont répressives, inefficaces et traumatisantes. Elles ne font que réagir aux fusillades et à la presse, mais camouflent notre réalité quotidienne : nous subissons cette réponse répressive et ce qu'elle peut provoquer. Vous l'avez expérimenté et vous l'avez annoncé vous même dans les médias : la présence policière renforcée n'empêche pas les tirs, les blessés, les morts. Nous vous demandons de changer de stratégie.

Les vrais problèmes

Nous nous opposons à l'instrumentalisation de la guerre contre la drogue pour nuire à notre liberté de circuler et détourner l'attention des vrais problèmes qui gangrènent Anderlecht, à savoir : la pauvreté, le manque de logements abordables et décents, une jeunesse qui est ignorée, marginalisée, stigmatisée, discriminée, criminalisée, tuée.

Nous, habitant et habitantes de ces quartiers, refusons d'être invisibilisés, réduits à des victimes du trafic de drogue, à des victimes de violences policières, à des victimes de la pauvreté. Nous refusons d'être mis à l'écart, traités comme des citoyens de seconde zone. Nous exigeons que la ville soit à nous toutes et tous, pas juste à ceux qui ont l'argent et les relations pour la remodeler à leur image.

Le manque d'espaces publics & le processus de gentrification

Votre politique de gentrification ne fait qu'aggraver cette fracture. En soutenant les projets immobiliers privés, vous mettez en péril l'accès à un logement décent, à davantage d'espaces publics, de zones vertes et par extension, notre liberté de circuler. Nous vous rappelons que votre devoir n'est pas de servir la promotion immobilière dont les projets ne répondent pas aux besoins de la population anderlechtoise. Vous êtes les serveurs de la population actuelle résidant dans votre commune.

Ce que nous observons, c'est que certains espaces publics inaugurés il y a plusieurs années dans le cadre de contrats de rénovation urbaine sont restés la plupart du temps vides, fermés, sous-occupés. Les exemples les plus récents et frappants sont l'Espace Chimiste et l'Espace Lemmens pour n'en citer que deux. Pourtant le quartier de Cureghem fait face à un manque criant d'infrastructures publiques pour les habitants et habitantes actuel.le.s. Ces espaces fermés seraient-ils révélateurs d'autre chose : qu'ils ne nous sont en réalité pas destinés ? Nous n'en sommes pas dignes ? Sont-ils réservés à d'autres ? Pourquoi tant d'années sont-elles nécessaires pour rendre accessibles des lieux à nos jeunes en recherche d'espaces d'épanouissement ? Devons-nous attendre enfermés par vos couvre-feux et autres grilles, qu'une population, soi-disant « plus rentable », nous remplace pour que la Commune daigne enfin mener une politique culturelle et sociale digne de ce nom ? Nous n'accepterons pas comme réponse à ce constat, l'argument du manque de moyens. Il est de votre devoir d'aller au bout des projets sociaux et culturels que vous entamez.

Face à ces constats, l'heure est venue de vous adresser nos demandes concrètes : Stop aux querelles politiques, oui aux politiques sociales structurelles

Ce que nous vous demandons, c'est de légitimer vos mandats en soutenant réellement la population que vous représentez qui a investi toute sa vie dans son quartier.

Nous dénonçons vos querelles politiques, nous avons regardé avec honte vos échanges au dernier conseil communal de février. Ceux-ci mènent à l'inaction et à l'illégitimité politique, au lieu d'agir en faveur de politiques communales concrètes et pérennes. La question de la drogue est avant tout une question de santé publique. Nous avons besoin de politiques sociales, anti-racistes, respectueuses de nos droits fondamentaux. Nous avons besoin des politiques proactives et courageuses qui investissent dans l'avenir des jeunes et répondent aux problèmes structurels de la Commune. Une chose est sûre, le deal et la consommation de drogue sont étroitement liés à des enjeux sociaux profonds tels que le sans-abrisme, la pauvreté et les difficultés d'accès aux services sociaux. Nombreuses sont les études qui décrivent ce lien fondamental !

Ce que nous réclamons, ce sont des solutions concrètes : plus de logements abordables et décents, plus de crèches, d'écoles et de formations adaptées et accessibles, plus d'espaces de rencontre et de création, plus d'accès à des espaces verts, à la culture, à la santé et à des emplois, plus de respect, de dignité. Je le répète, ce que vous mettez en œuvre ne fonctionne pas. Si ces besoins essentiels étaient satisfaits, le climat de nos quartiers serait plus serein. Il est temps de changer de stratégie.

En parlant de stratégie, nous tenions également à vous interpeller sur votre présence dans les foyers anderlechtois lors du porte-à-porte à la veille des élections. Si vous savez le faire pour les élections, pourquoi ne vous déplacez-vous pas à nouveau pour savoir comment vont les Anderlechtois et Anderlechtoises suite à toutes ces nouvelles stigmatisantes dont vous êtes responsables et que la population subit ?

Éviter un nouveau couvre-feu

Il est également essentiel pour nous d'être représenté.e.s par des mandataires politiques prévoyants et prévoyantes. C'est la raison pour laquelle nous nous interrogeons, dans le contexte qui vient d'être décrit, comment vous comptez anticiper le nouvel an 2026 ? Comment éviterez-vous de vous retrouver, par manque d'anticipation, contraints et contraintes d'adopter les mêmes mesures liberticides, traumatisantes, jugées illégales, à l'encontre de nos jeunes en cette fin d'année ? Nous voulons que cette situation traumatisante ne se produise plus jamais. Quel est votre plan ?

Rouvrir les espaces publics grillagés

Nous sommes aussi venus vous interpeller aujourd'hui pour vous demander la réouverture immédiate des espaces publics grillagés, notamment l'entrée et la sortie de la station de métro Clémenceau et la place Jorez. Nous vous demandons de faire retirer ces grilles qui désorganisent nos vies, entravent nos mouvements. Les dernières actualités le prouvent, elle n'empêchent en rien les violences que nous subissons au quotidien.

Hommage à Souleymane Sow

Nous voudrions finir cette interpellation en demandant une minute de silence en mémoire de Souleymane Sow, ce jeune anderlechtois qui a été tué et que vous n'avez pas su protéger. Monsieur le Bourgmestre, pourquoi avez-vous mis 17 jours avant d'aller présenter vos condoléances à la famille ? Mesdames et Messieurs membres de la majorité comme de l'opposition, pourquoi n'avez-vous pas également été présenter vos condoléances ? Avez-vous pensé à poser une gerbe sur sa tombe ? Allez-vous placer une plaque commémorative quelque part ? Vous ne l'avez pas fait pour Ibrahima, Adil, Mehdi, nous vous demandons de le faire pour Souleymane.

Il est temps d'écouter, de comprendre, de respecter, mais surtout d'agir et de répondre à nos demandes. Il est temps de cesser de stigmatiser, de marginaliser et d'exclure. Les balles sont dans votre camp. Il est temps de répondre aux besoins réels des habitants et habitantes d'Anderlecht.

Je vous remercie pour votre écoute.